

Réunion du Comité de Suivi de Sites de Bassens (SIMOREP, FORESA, CEREXAGRI et DPA)

**COMPTE RENDU DE LA REUNION
à Bassens (33)
mardi 5 avril 2016 – 14h30**

Liste des participants

TURON Jean-Pierre : Président du CSS, Maire de Bassens

Collège Administrations publiques

ALLAUX Monique : DREAL
DE MENORVAL Annick : DREAL
SANCHEZ Nicolas : DREAL
VARRIERAS Florian : DREAL
CONTE Nicolas : SDIS 33
CUISINIER Stéphane : SDIS 33

Collège Collectivités territoriales

PAULMAZ Xavier : Conseil Départemental de la Gironde
BARBEAU Geneviève : Mairie d'Ambarès-et-Lagrave – Conseillère municipale
MALBET Jean-Pierre : Mairie d'Ambarès-et-Lagrave – Adjoint au maire
GENOVESIO Fabien : Mairie de Bassens
ZAMBON Josiane : Mairie de Saint-Louis-de-Montferrand – Maire

Collège Exploitants

COLLIN Thierry : CEREXAGRI – Directeur
DEVAUX David : CEREXAGRI – Responsable exploitation
AUFFRET Yannick : SIMOREP-Michelin – Responsable HSE
CHANSON Benoît : SIMOREP-Michelin – Responsable HSE adjoint
PLANCHE Arnaud : FORESA France – Responsable HSE
PASANAU Jean-Marc : FORESA France – Directeur Usine d'Ambès
ZABALETA Jean-Marc : DPA – Responsable HSE
MOATTI Patrick : DPA - PDG

Collège Riverains

ARNAUD Colette : Association Vivre Avec le Fleuve – Présidente
BORDES Christian : Association SABAREGES – Président
LACONDEMINE Eric : Association ABPEPP – Président
SABADIE Pierre : Association Agir Pour un Meilleur Environnement – Président
VIGNAUD-SAUNIER Christian : Association Claire Aubarède – Vice-président

Collège Salariés

GUIHUR François : DPA – Coordonnateur travaux maintenance

Public

FORSANS Michel : Marie de Bassens – Comité de veille
LACONDEMINE Jacqueline : Mairie de Bassens – Comité de veille

Ordre du jour

- Bilan de l'activité des établissements et présentation des nouveaux projets
- Bilan des inspections par la DREAL
- Questions diverses

Documents associés

Annexe 1 : 4 présentations concernant l'activité des établissements

Annexe 2 : 1 présentation de la DREAL concernant le bilan des inspections

14h30 – Début de la réunion

L'accident CD TRANS a été évoqué en marge de la CSS. Compte tenu du fait que l'activité de la CSS ne concerne pas CD TRANS, les échanges ne sont pas reproduits dans le compte-rendu.

Bilan de l'activité des établissements et présentation des nouveaux projets

1. DPA

M. ZABALETA, DPA

Indique que le site DPA de Bassens permet d'alimenter le sud-ouest de la France en carburants et combustibles. L'entreprise procède à la réception, au stockage et à l'expédition des produits. Des pipelines relient le site aux unités SPDA d'Ambès et à CCMP de Pauillac.

Le personnel est présent 24 heures sur 24, toute l'année. L'effectif d'exploitation du site est de 12 personnes. Le site héberge également le siège et les services supports de la société DPA.

Le site a été construit en 1969. La capacité de stockage est de 280 000 mètres cubes, répartis sur 25 réservoirs. Les principaux produits stockés sont l'essence, le gazole, le fioul domestique, et le carburéacteur.

En 2015, le volume global chargé a atteint 2,95 millions de mètres cubes. Cette proportion sera probablement similaire en 2016.

Les principales actions mises en œuvre pour la maîtrise des risques ont coûté 2,3 millions d'euros. Ces actions seront renouvelées ou poursuivies à l'avenir. Sont notamment visés la refonte de l'automatisme DCI, la mise en place des moyens de pompage en eau et émulseur associés à la réserve d'eau industrielle, le renforcement de la protection cathodique, l'entretien des réservoirs et l'amélioration des aspects liés à la sûreté.

En 2015, aucun accident majeur ni accident avec arrêt n'est à déplorer.

Les retours d'expérience ont amené l'entreprise à élaborer des fiches réflexes liées à la menace attentat, et à mettre en place des équilibres ATEX sur les bras de récupération des vapeurs.

Les audits internes ont été sollicités dans le cadre du SGS et de l'ISO 9001. En 2015, l'usine a connu 16 audits externes.

Des exercices incendie ont été réalisés mensuellement. Les installations incendie liées aux postes de chargement sont testées hebdomadairement. Enfin, la formation du personnel a porté sur les aspects réglementaires et techniques.

M. TURON, Président du CSS

Note que l'investissement en termes de mesures est significatif. Il demande si la même somme

est investie chaque année en la matière.

M. MOATTI, DPA

Le confirme : depuis 2011, le montant de ce type d'investissement s'élève en moyenne à 2,5 millions d'euros.

M. TURON, Président du CSS

S'enquiert des travaux effectués pour améliorer le fonctionnement hydraulique sur le site.

M. MOATTI, DPA

Explique que le traitement des effluents est aujourd'hui automatisé. Leur niveau est donc aujourd'hui toujours au plus bas. Lorsqu'il n'est pas possible d'évacuer ces effluents, par exemple lorsque la Garonne est haute, le site prend le rôle de tampon. Dès lors, le niveau remonte dans le processus de traitement, avant de pouvoir évacuer les effluents lors de la marée suivante. Le site a gagné en confort.

M. BORDES, Association SABAREGES

Demande si DPA a envisagé de réaliser un exercice PPI.

M. MOATTI, DPA

Répond par la négative. Ce type d'exercice n'est effectué qu'en relation avec la préfecture.

Mme ALLAUX, DREAL

Précise que le PPI est en cours de révision, dans la mesure où de nombreux changements ont été opérés, réduisant ainsi le périmètre du plan. Il convient d'attendre l'issue de cette révision pour tester les dispositifs.

M. BORDES, Association SABAREGES

Déplore que le dernier exercice de ce type ait fait apparaître de nombreux dysfonctionnements, notamment en termes d'évacuation des populations.

Mme ALLAUX, DREAL

Indique que désormais, la logique de confinement est privilégiée, quelle que soit la nature de l'événement. Mme ALLAUX ajoute qu'il est prévu de distribuer sous peu des plaquettes d'information à ce sujet.

2. CEREXAGRI

M. COLLIN, CEREXAGRI

Indique que l'usine a été construite en 1920. Elle produit des produits phytopharmaceutiques à base de soufre, à raison de 8 000 à 10 000 tonnes par an.

En 2015, les résultats en matière de sécurité sont satisfaisants, dans la mesure où n'ont été déclarés qu'un accident avec arrêt et deux soins en infirmerie.

Le bilan SGS fait état de trois demandes de modification – auxquelles une réponse satisfaisante a été apportée :

- de la mise à jour du tableau de suivi des MMR avec l'unité de fusion ;
- de l'organisation de deux exercices POI ;
- de la mise en place des « Observations instantanées », permettant de veiller à l'ordre, à la propreté et aux comportements des opérateurs.

Par ailleurs, 44 accidents/incidents ont été analysés. Ces événements comprenaient 17 départs de feu mineurs, un accident avec arrêt (entorse de cheville), deux soins d'infirmerie, neuf levées de soupape et trois incidents avec engin de manutention.

En 2015, ont également installés une unité Fondoir et un nouvel analyseur de rejet SO₂ sur les cheminées, la toiture des galeries de sublimation a été rénovée, et les protections collectives contre les poussières à l'atelier tamisage ont été renforcées.

De plus, les unités diffuses de fusion de soufre ont été rassemblées en une zone unique, pour une capacité de 4 000 tonnes par an. Une demande d'autorisation vise à atteindre 20 000 tonnes par an. Cette demande concerne le traitement d'une pile de soufre de 35 000 tonnes localisée à Lacq, et non les produits phytosanitaires.

L'unité de fusion, générera une augmentation du trafic des camions par an. Pour autant, L'impact en termes de bruit et d'odeur n'est pas significatif. L'augmentation des rejets en SO₂ est estimée à 20 kg par an, et celle en Nox à 720 kg par an. Ces augmentations ne génèrent pas de risques sanitaires significatifs. Les phénomènes dangereux, pour leur part, ne sont pas modifiés par le projet d'extension de capacité du fondoir.

Par ailleurs, un four pilote électrique a été installé il y a deux ans pour réaliser la distillation du soufre. Les résultats sont très satisfaisants. L'objectif est de remplacer les dix fours à fuel lourd par neuf fours électriques de ce type. Cinq d'entre eux seront mis en place au second semestre 2016.

Mme ARNAUD, Association Vivre avec le fleuve.

Suppose que l'activité génère un important volume de poussières de soufre dans les ateliers.

M. COLLIN, CEREXAGRI

Le confirme. Il est toutefois procédé à un nettoyage régulier des locaux. De plus, les postes de travail sont équipés d'un système d'aspiration efficace. En outre, le port du masque est obligatoire aux postes où la concentration des poussières dépasse 10 mg/Nm³.

M. TURON, Président du CSS

Souligne l'importance de la communication entre les différents sites du secteur, et également avec la SNCF, au regard de l'intensification annoncée du trafic ferroviaire.

3. FORESA

M. PASANAU, FORESA

Indique que le groupe espagnol FINSA, fabricant européen de panneaux à base de bois, regroupe 11 centres de production et 3 000 employés. FORESA constitue la branche chimique du groupe, dédiée à la fabrication de colles utilisées par les usines de panneaux, à raison d'environ 90 000 tonnes par an. En termes d'activité annexe, FORESA vend du méthanol, des solutions de formol et des solutions d'urée et d'Ad Blue. Le site de FORESA France regroupe 45 employés.

Le bilan de l'année 2015 ne fait apparaître aucun incident ou accident industriel, ni sur le site ni dans les autres usines de la branche chimique du groupe. En revanche, deux accidents avec arrêt ont été déclarés.

Les mesures de maîtrise des risques ont été testées au cours de l'année passée sans mettre en évidence de dysfonctionnement.

Par ailleurs, deux inspections ont été réalisées par l'administration. La première a été menée par l'inspection du travail en avril 2015 sur les conditions de travail et sur la sécurité des opérateurs. Des remarques ont été formulées sur les dispositifs d'aspiration dans les laboratoires. La deuxième inspection a été effectuée par la DREAL. Elle portait sur la modernisation des installations industrielles et n'a pas fait l'objet de non-conformité.

Des inspections ont également été mises en œuvre en interne, donnant lieu à 12 actions correctrices mineures.

Au moins un exercice de POI a été mis en œuvre par chacune des équipes de production dans l'année. De plus, ont été déclenchés des exercices inopinés, en configuration « hors heures ouvrées ». Des débriefings ont lieu à l'issue de ces exercices, et des axes d'amélioration sont élaborés.

Le montant des investissements en matière de sécurité et d'environnement s'est élevé à 135 000 euros en 2015.

En 2016, il est prévu de poursuivre la réalisation d'un exercice POI par équipe de production, en « mode dégradé », de planifier les exercices avec la participation du SDIS, et de participer à une étude NaTech et à une simulation Icrisis avec l'Ecole des Mines de Saint-Etienne.

En termes d'investissements pour 2016, figurent, dans le domaine de la sécurité et de l'environnement, l'installation d'un pare-vague sur la rétention du méthanol, la réfection de la rétention de la cuvette de stockage de formurée, la mise en place d'un système de sprinklage sur le rack de formol, le renvoi des gaz en sortie du laveur en entrée du réacteur formol et la mise en place d'une station d'épuration. Ces investissements portent sur un montant de 1,34 million d'euros. Dans le domaine de la production, les investissements portent sur la mise en marche des réacteurs pour la fabrication de colles phénoliques, pour un montant d'un million d'euros. Les risques associés à ce projet résident dans la nature du phénol, produit toxique par inhalation, ingestion et contact cutané, et dans le procédé de fabrication, au regard du risque d'emballement de la réaction au cours de la fabrication. Des mesures d'envergure ont été prises pour minorer ces risques.

4. SIMOREP

M. AUFFRET, SIMOREP

Indique que l'entreprise SIMOREP est une filiale à 100 % du groupe Michelin. Elle emploie 400 salariés et fabrique exclusivement de l'élastomère de synthèse, à raison de 140 000 tonnes par an en moyenne.

En 2015, le site n'a pas connu d'événement susceptible de porter atteinte à son intégrité ou à celle de son voisinage. Le bilan du système de gestion de la sécurité a été adressé à la préfecture le 21 mars 2016, et sera présenté en revue de direction en mai 2016.

En juin et en décembre 2015 ont été réalisés deux exercices de crise sur les sites avec le SDIS 33, les services centraux du groupe Michelin, les services de la mairie, et en partenariat avec l'école de guerre de l'Armée française.

Par ailleurs, plusieurs actions pour la prévention des risques ont été mises en œuvre en 2015 :

- le traitement des fumées de la chaudière à charbon, en fonctionnement depuis début 2016, permet une réduction des émissions de gaz et de particules de manière notable ;
- le remplacement des chaudières gaz par une nouvelle chaudière plus performante ;
- Le projet Whitox, visant à remplacer une huile combustible par un autre produit, permettant d'améliorer la qualité des élastomères.

Le site a également fait l'objet d'inspections de la DREAL : en mars 2015 sur plusieurs études de danger, en octobre 2015 sur le Service Inspection Reconnu (SIR), et en décembre 2015 sur la thématique Reach/SCC. Aucun écart n'a été formulé.

De plus, le site s'inscrit dans la démarche PARI (Programme d'Amélioration des Risques Industriels), visant à financer le renforcement des logements environnants contre le risque de surpression. En outre, dans la continuité des travaux lancés en 2014 et en 2015, le site poursuit la réalisation du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I). Enfin, l'usine a complété son matériel incendie d'un camion Cobra, elle a mis à jour l'étude de danger

sur l'unité U100 et amélioré la sûreté du site.

En 2016, en matière de prévention des risques, il est prévu de poursuivre et de terminer la démarche PARI, de réaliser la tranche 2016 du PM2I, d'améliorer le réseau torche sur les zones concentrations/épurations et d'améliorer la sûreté du site.

Trois projets sont également en cours d'instruction ou de rédaction :

- le projet 7000, visant à produire un élastomère de nouvelle génération plus performant et améliorant la sécurité des pneumatiques ;
- le projet Eau Industrielle Bordeaux Métropole, ayant pour objet de réaliser un second prétraitement de l'eau arrivant sur le site afin de pouvoir l'utiliser dans les chaudières de l'usine sans risques sécuritaires ;
- le projet LIP UB, dont l'enjeu consiste à produire des élastomères réduisant la résistance au roulement.

M. BORDES, Association SABAREGES

Rappelle qu'une visite du site par l'association doit être organisée.

M. AUFFRET, SIMOREP

Propose de fixer une date de visite à l'issue de la réunion.

M. BORDES, Association SABAREGES

Indique que les riverains ont besoin d'être rassurés sur la sécurité du site.

<i>Bilan des inspections par la DREAL</i>
--

Mme ALLAUX, DREAL

Précise que des inspections sûreté ont eu lieu sur certains sites, dont le bilan ne sera pas communiqué. En effet, ces rapports doivent rester confidentiels.

M. VARRIERAS, Mme DE MENORVAL, M. SANCHEZ, et Mme ALLAUX, DREAL

Donnent lecture des bilans des inspections :

- de l'entreprise CEREXAGRI du 2 juillet 2015 et du 4 novembre 2015 ;
- de l'entreprise FORESA du 11 juin 2015 ;
- de l'entreprise SIMOREP du 30 mars 2015 et du 6 novembre 2015 ;
- de l'entreprise DPA du 6 mai 2015 et du 9 septembre 2015.

M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède

Note que l'inspection relative au PM2I de DPA du 9 septembre 2015 fait état de nombreuses anomalies en ce qui concerne les tuyauteries, au regard des nombreuses « réponses incomplètes » formulées dans le rapport.

Mme ALLAUX, DREAL

Explique que le terme de « réponse incomplète » ne signifie pas que des problèmes de non-conformité sont identifiés. Il indique simplement que la DREAL ne dispose pas d'un document indiquant clairement le résultat d'un contrôle en fonction du critère pris en compte.

M. SANCHEZ, DREAL

Précise que les contrôles ont montré que l'état des tuyauteries était satisfaisant. La marge d'épaisseur est suffisante.

M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède

Observe toutefois que le bac de l'entreprise DPA, ayant connu une fuite, venait d'être révisé.

Mme ALLAUX, DREAL

Précise que l'événement auquel fait référence M. VIGNAUD-SAUNIER date de 2007. Depuis, les contrôles et les pratiques ont évolué. Le niveau de détail est plus élevé et les progrès sont notables.

M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède

Considère que certains éléments demeurent flous.

Mme ALLAUX, DREAL

Invite M. VINAUD-SAUNIER à lui faire part de ses interrogations, et s'engage à les examiner.

M. MOATTI, DPA

Estime légitime que des questions se posent, au regard de l'évolution des contrôles et de la formalisation de leur résultat. Il précise par ailleurs que toutes les tuyauteries ont été inspectées, et il apparaît qu'elles ont très bien vieilli. Les tuyauteries, même si elles ne sont pas toujours propres, ne sont pas abîmées.

M. ZABALETA, DPA

Ajoute que 45 000 points de contrôle ont été effectués sur les tuyauteries au cours des quatre dernières années.

Questions diverses

M. CUISINIER, SDIS 33

Rassure les membres du comité sur l'état de santé des deux sapeurs-pompiers blessés au cours de l'intervention sur le site de la société CD Trans. L'un a repris ses activités et l'autre est arrêté huit jours.

M. TURON, Président du CSS

S'enquiert de remarques relatives aux POI.

M. CUISINIER, SDIS 33

Estime important de privilégier la connaissance du terrain en dehors des exercices planifiés, afin notamment de faciliter l'accès aux sites.

M. TURON, Président du CSS

Salue l'intérêt de la réunion du jour, au cours de laquelle ont été soulignés l'importance du travail effectué en matière de sécurité et d'environnement, les investissements effectués en la matière par les entreprises concernées, et la qualité de l'action menée par la DREAL. Le suivi opéré peut être qualifié de partenarial et donne lieu à des progrès notables. Il s'appuie à la fois sur la volonté de pérennisation des entreprises et sur la sécurité des populations et des salariés travaillant dans ces entreprises. M. TURON rappelle que dans ce cadre, les documents relatifs aux conduites à tenir en cas d'accident industriel seront prochainement diffusés.

Mme ALLAUX, DREAL

Le confirme. Les plaquettes sont prêtes. La date de leur diffusion doit faire l'objet d'une concertation entre la préfecture et la mairie.

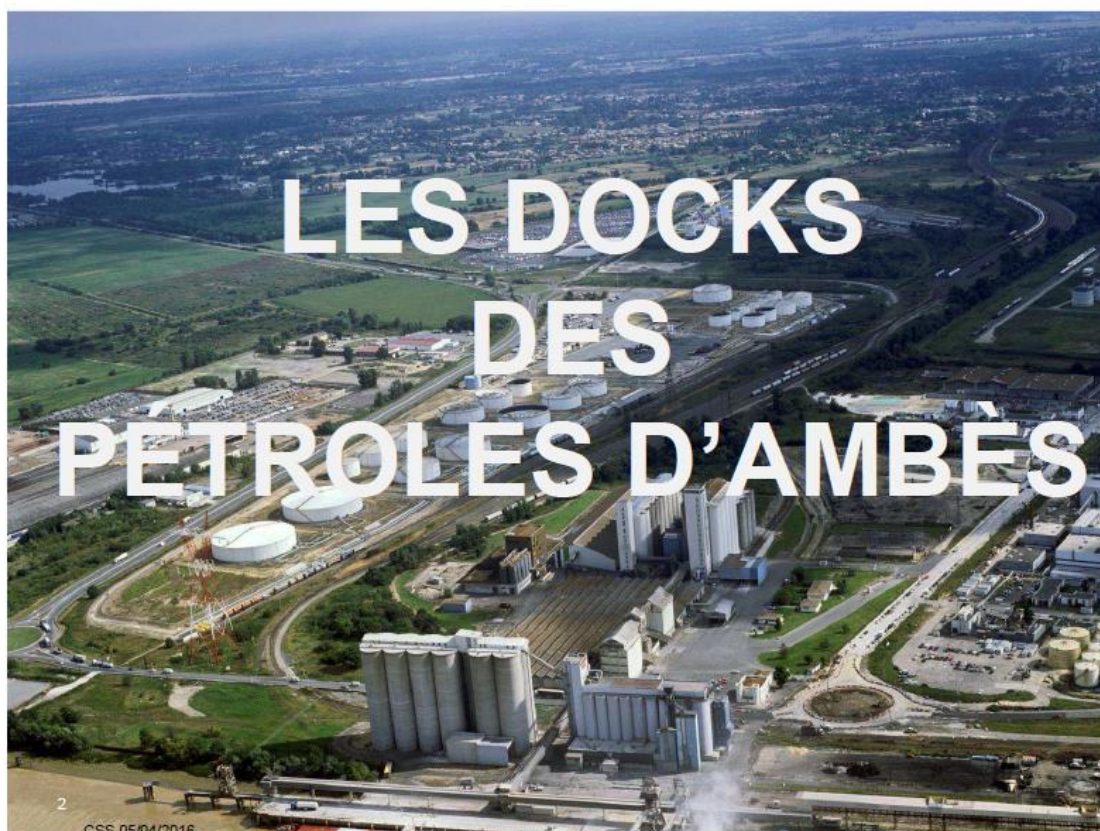
M. TURON, Président du CSS

Assure que les associations seront associées à cette réflexion.

17h30 – Clôture de la réunion



Comité de Suivi des Sites (5 avril 2016)



Situation Géographique : sur la commune de BASSENS



CSS 05/04/2016

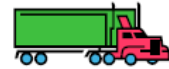
3

Que fait DPA ?



Le site de Bassens permet d'alimenter le sud ouest de la France en carburants et combustibles :

- Stations services,
- Aéroports, aérodromes...
- Ports...
- Particuliers (chaudières au fioul).



4

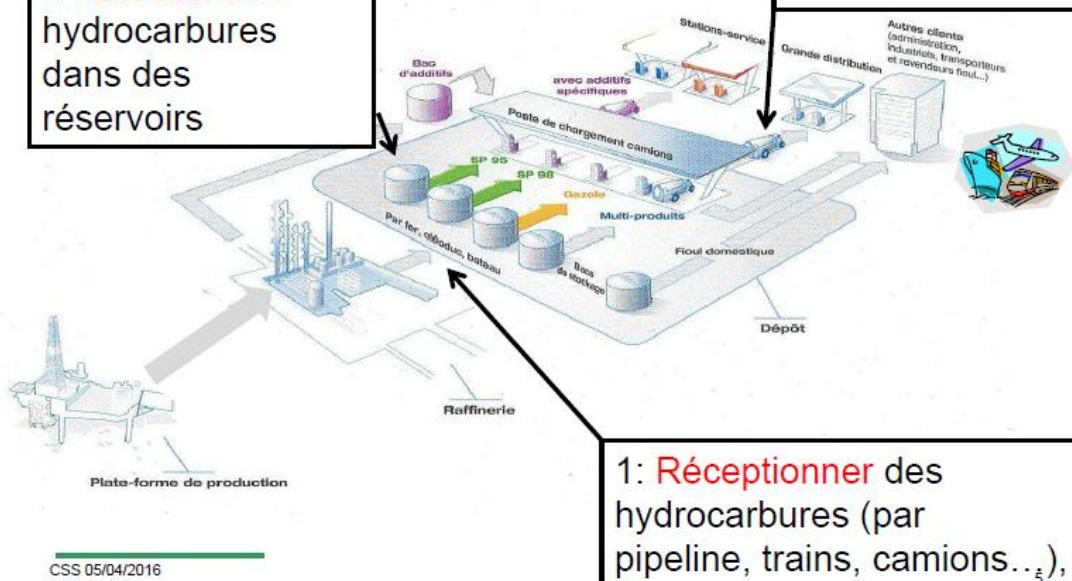
CSS 05/04/2016

La logistique pétrolière et DPA



2 : **Stocker** ces hydrocarbures dans des réservoirs

3 : **Expédier** ces hydrocarbures par camions ou trains



CSS 05/04/2016

Le site de BASSENS



CSS 05/04/2016

6

Personnel et Organisation



- Présence de personnel 24 h /24, 365 jours /an
- Heures ouvrables (admission des camions) :
 - semaine 3h30 à 18h15
 - Samedi 5h00 à 10h00
- L'effectif d'exploitation du site est de 12 personnes
- Le site de BASSENS héberge aussi le siège et les services supports de la société DPA:
Direction, Ordonnancement, Maintenance, Ressources Humaines, QHSSE, Finances.



CSS 05/04/2016

7

Les produits et les risques



CONSTRUCTION	1969	
STOCKAGE (m3)	280 000	
Nb RÉSERVOIRS	25	
PRODUITS	ESSENCE GAZOLE FIOUL DOMESTIQUE CARBUREACTEUR (JET A1) ETHANOL EMHV ADDITIFS LUBRIFIANTS	 F - Facilement inflammable  N - Dangereux pour l'environnement

CSS 05/04/2016

ACTIVITE DE DPA BASSENS



En 2015: volume global chargé: 2 950 000 m3
(Soit une progression globale de 2.2% par rapport à 2014)

Pour l'année 2016, les perspectives sont semblables à l'année 2015.

CSS 05/04/2016

9

PRINCIPALES ACTIONS 2015



MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

Coût : 2.3 M€

- Poursuite de la campagne d'automatisation des installations
- Refonte complète du système de gestion des pipes
- Instrumentation du réseau incendie: mise en place de débitmètres fixes et report sur la conduite centralisée des commandes et informations des moyens de pompage
- Intégration du risque inondation dans les plans d'urgence
- Contrôle décennal de 2 réservoirs de stockages.
- Finalisation de la campagne de remplacement des sondes anti-débordement des réservoirs (mise en place de sondes réglables et testables).
- Réalisation de campagnes de contrôle des tuyauteries d'usine
- Sécurisation des réseaux informatiques (séparation des réseaux, protection vis-à-vis de l'internet en particulier)

CSS 05/04/2016

10

PRINCIPALES ACTIONS EN COURS ou PREVUES



- Poursuite des modifications concernant la DCI: refonte de l'automatisme DCI
- Mise en place des moyens de pompage en eau et émulseur associés à la réserve d'eau industrielle
- Renforcement de la protection cathodique sur le site de Bassens
- Entretien des réservoirs
- Amélioration des aspects surêté

CSS 05/04/2016

11

INCIDENTS ACCIDENTS



Incidents:

- Pas d'incident majeur

Accidents de travail:

- Pas d'accident de travail avec arrêt sur l'année 2015.

CSS 05/04/2016

12

RETOUR D'EXPERIENCE



- Prise en compte du risque attentat avec la mise en place de fiches réflexes
- Renforcement des protections cathodiques des sites
- Mise en place d'équilibreur ATEX sur les bras de récupération des vapeurs sous le PCC

Objectif: pouvoir manœuvrer plus facilement les bras de récupération des vapeurs lors des opérations de connexion et de déconnexion avec les camions

CSS 05/04/2016

Audits internes externes



- Des audits internes ont été réalisés dans le cadre du SGS et de l'ISO 9001.
- En 2016, il y a eu 16 audits externes (inspections DREAL, clients, certifications, etc..)

CSS 05/04/2016

FORMATION ET EXERCICES



- Des exercices incendie ont été réalisés mensuellement.
- Les installations incendie liées aux postes de chargement sont testées hebdomadairement
- La formation du personnel a porté sur:
 - les aspects réglementaires: feu réel (GESIP), habilitations électriques, cariste, locotracteur, SST (37 personnes sur 45), etc...
 - Les aspects techniques: systèmes et réseaux informatiques, protection cathodique

CSS 05/04/2016

Production

PRODUCTION	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
T/an	8000	10500	8564	8157	9660

Sécurité

	2015	2014	2013
Accident avec arrêt	1	2	2
Accident sans arrêt	0	0	0
Soins infirmerie	2	4	6
Accidents / Incidents Analysés	44	39	44



cerexagri

UPM Group

Bilan SGS

- 3 demandes de modification réalisées
- Mise à jour du tableau de suivi des MMR avec l'unité de fusion
- 2 exercices POI
- Mise en place « Observations instantanées »
 - 5S (ordre et propreté)
 - Comportement (à l'origine de plus de 80% des accidents)



cerexagri

UPM Group

Compte-Rendu Accident Incident

- En 2015: 44 accidents / incidents déclarés
- 17 départs de feu mineurs
- 1 accident avec arrêt: entorse cheville – 2 jours d'arrêt
- 2 soins d'infirmerie:
 - 1 coupure au doigt par un jet karcher,
 - 1 doigt pincé dans une action mécanique
- 9 levées de soupape
- 3 incidents avec engin de manutention



Réalisation 2015

- Installation et démarrage du fondoir
- Installation d'un nouvel analyseur de rejet SO₂ sur les cheminées
- Réfection de toiture sur les galeries de sublimation (plan à continuer)
- Renforcement des protections collectives contre les poussières à l'atelier tamisage



Projets

-Rassemblement des unités diffuses de fusion de soufre en une zone unique, capacité de 4000T/an
Arrêté complémentaire paru le 28 mai 2015.

-Demande d'autorisation d'exploiter l'unité de fusion à 20 000T/an (**cette demande ne concerne pas la production de phytosanitaires**)

-L'unité va traiter un stock de soufre brut issu de Lacq sur 2 ans (35 000 T)

Unité de Fusion

- L'unité Fondoir comprend:
 - Une trémie d'alimentation
 - Des tapis d'alimentation
 - Une cuve de fusion
 - Un décanteur lamellaire
 - Une cuve de préparation précouche
 - Deux filtres en fonctionnement alternatif

Unité de Fusion

- Sécurité du process:
 - Injection d'azote sur les capacités (inertage)
 - Niveau très haut sur les capacités
 - Captation des gaz sur toutes les capacités
 - Traitement des gaz sur charbon actif
 - Mesure SO₂ amont / aval du charbon actif
 - Extinction par injection vapeur sur toutes les capacités en cas de détection SO₂ amont du charbon actif
 - Détection de fuite dans les rétentions

DAE Fondoir

- Trafic supplémentaire:
 - La réception et l'expédition de soufre représente une augmentation de trafic de 1040 camions/an soit 6 camions sur 170 jours.
 - Trafic uniquement dans les heures ouvrées.
 - Le trafic actuel est de 1216 camions/an soit 7 camions /jour
 - Pas de camions dans les zones urbanisées



DAE Fondoir

- Impact Bruit: pas d'impact de bruit significatif, campagne de mesure en cours
- Impact odeur: pas d'impact significatif sur les odeurs: les cuves sont sous azote (pas de produits oxydés) et les gaz traités sur charbon actif. L'augmentation des rejets
 - en SO₂ est estimé à 20kg/an,
 - en Nox à 720 kg/an (grâce à une nouvelle chaudière bas rejet Nox)

DAE Fondoir

- Emission eau: il n'y a pas de rejet supplémentaire d'eau avec ce projet
- Impact sanitaire: les études réalisées ne montrent pas de risque sanitaire significatif lié aux rejets atmosphériques du site

DAE Fondoir

- Risque accidentel: les potentiels de dangers:
 - Stockage de soufre solide: inflammation (potentiel déjà présent)
 - Stockage de soufre liquide: inflammation (potentiel déjà présent)
 - Fusion du soufre: inflammation dans une capacité (potentiel déjà présent)
 - Chargement camion soufre liquide: inflammation sur l'aire de chargement (potentiel déjà présent sur l'aire servant au déchargement)
 - Phénomènes dangereux non modifiés par le projet d'extension de capacité

DAE Fondoir

- Les protections mises en place:
 - Stockage de soufre solide: détection incendie du bâtiment
 - Stockage et capacité de soufre liquide: sous azote et possibilité d'injection vapeur
 - Rétention: détection de fuite et d'incendie dans les rétentions
 - Capacités de soufre liquide: assainissement des gaz sur charbon actif avec détection SO₂ amont- aval du charbon actif
 - Chargement de camion: détection du niveau très haut pour arrêter le chargement
 - Formation du personnel à la première intervention incendie – exercices POI

DAE Fondoir

- Modélisation des scénarios d'incendie: pas de rayons de danger supérieurs à ceux définis dans le PPRT.

Unité de fusion



Unité de fusion



Projets

- Fonctionnement du four (pilote) électrique pour remplacement des fours à fuel lourd, est satisfaisant.
 - Pas de rejet gazeux de combustion
 - Economie énergétique
 - Pas de cuve de fusion de soufre sur le four
 - Sécurité accrue pour le chauffeur de four
- Mise en place de 5 fours électriques 2nd semestre 2016. (Bassens: 10 fours au total)
- A terme, suppression des cuves fuel lourd donc phénomène boil-over supprimé

Four à fuel lourd



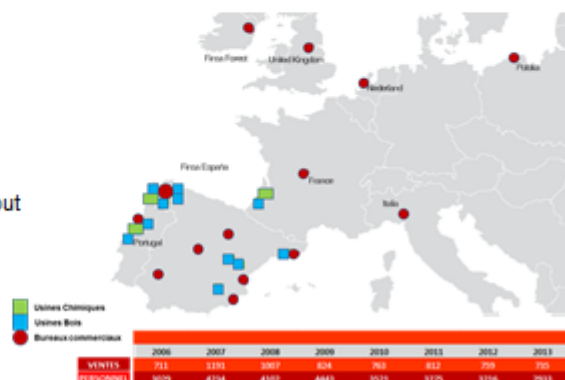
Four électrique





Finsa (FINanceria maderera S.A.) est un fabricant européen de panneaux à base de bois (panneaux de particules, MDF, Superpan, ...)

- 3000 employés,
11 centres de production
(Espagne, Portugal, France)
- Bureaux commerciaux partout
dans le monde,
816 M€ de ventes en 2015





FORESA

La chimie à votre service

Foresa est la filiale chimique du groupe espagnol **Finsa**, dédiée à la fabrication des colles et produits utilisés (essentiellement) par les industriels des panneaux à base de bois.

Foresa Caldas (Espagne)



Foresa usine d'émulsion (Espagne)



Foresa Villagarcia (Espagne)



Laboratoire de R & D (Espagne)



Bresfor (Portugal)



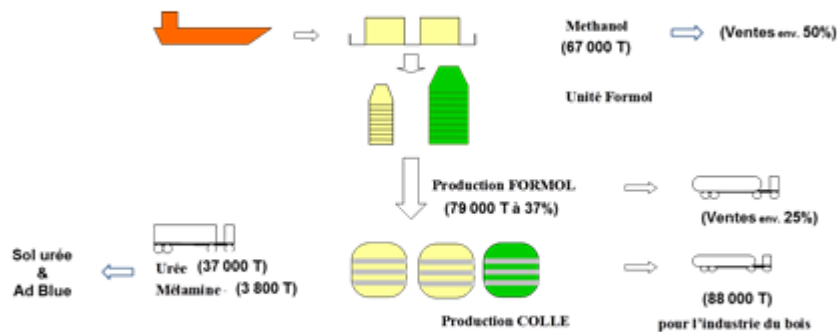
Foresa France (France)



FORESA

La chimie à votre service

→ Activité "principale" : **Vente de colle mélamine - urée - formol** (camions & containers)



→ Activités "annexes" :

- Ventes de méthanol (pipe & camions)
- Ventes de solution de formol (camions & containers)
- Ventes de solution d'urée et d'Ad Blue (camions & containers)



FORESA

La chimie à votre service

FORESA France,

→ Environ 45 employés, 50 M€ de chiffre d'affaire

→ Fonctionnement 24/24, classement SEVESO Seuil haut (Formol / Méthanol)



FORESA

La chimie à votre service





Bilan de l'année 2015

Retour d'expérience

La chimie à votre service

En interne : + Pas d'incident ou d'accident industriel sur le site ou dans les autres usines de la branche chimique du groupe

+ 2 accidents avec arrêt au cours de l'année passée :

- 13/10/2015 : Coupure à un doigt, utilisation d'une barre en fer pour déboucher une trémie.
- 28/10/2015 : Douleur en dos en démontant une vanne.

En externe : + Pas d'incident ou d'accident dans le BARPI concernant les activités de Foresa France

Les Mesures de Maîtrise des Risques ont été testées au cours de l'année passée sans mettre en évidence de dysfonctionnement.

Au cours de l'année passée :

- Révision de l'étude de danger permettant de réviser l'ensemble des MMR pris en compte et Niveau de Confiance associé,
- Mise en place réglementation PMII : Fin du travail sur les MMRI (*définition des MMR concernées, plan d'inspection, gestion des pièces en stock, ...*)

Rq: Dysfonctionnement sur détecteur méthanol et formol et travaux de remise en état sur le groupe diesel incendie.

Inspections

Inspections externes: 2 inspections réalisées par l'administration :

- 04/2015 : Inspection du travail – Evaluation du risque chimique, qui a fait l'objet de remarques et propositions d'amélioration. Nouvelle visite en 09/2015 pour vérifier la mise en œuvre des demandes effectuées.
- 06/2015 : DREAL – Plan de Modernisation de Installations Industrielles (PMII) et réglementation REACH (mise en œuvre des nouvelles FDS) n'a donné lieu à aucune non-conformité.

Inspection interne : Nous avons réalisé un audit interne de notre SGS et de notre Système de Gestion environnemental au mois d'août. Cet audit s'est concentré sur la partie sûreté du site et a donné lieu à 12 actions.

Exercices

La chimie à votre service

- Réalisation d'un exercice POI par équipe de production.
- Exercices inopinés en configuration « nuit/week-end » : Test dans les conditions les plus « difficiles », et permet de faire travailler l'astreinte sur son rôle de « conseiller et rapporteur » dans ce genre de situation.
- Chaque fois, un rapport de l'exercice est fait par le Responsable HSE, avec les axes d'amélioration et les dysfonctionnements.
Ce rapport est visé par les équipes de production.

Investissements

La chimie à votre service

- | | |
|---|--------------------------------------|
| - Installation de l'injection de mousse dans le T-5002 (unique scénario sur lequel Foresa n'était pas autonome) | 30 000 € |
| - Installation de détecteurs de formol au poste de chargement des citernes formol. Ces détecteurs actionnent l'arrêt d'urgence du chargement des citernes lorsqu'ils détectent du formol. | 15 000 € |
| - Réfection de la salle de contrôle de production : Amélioration des conditions de travail et du pilotage des systèmes de défense incendie, | 150 000 €
(env. 20% déjà assurée) |
| - Mise en place vidéo surveillance sur l'ensemble des points sensibles : Permettre la levée de doute plus rapidement et sans mettre les opérateurs en danger | 60 000 € |

Total réalisations 2015 : 135 000 €



Projets pour l'année 2016

Exercices

La chimie à votre service

- Poursuite de la réalisation d'un exercice POI par équipe de production, en « mode dégradé », dont si possible un lié à la canalisation de transport.
- Planification exercice avec la participation du SDIS
- Participation étude NaTech et simulation Icrisis avec l'Ecole de Mines de Saint Etienne

Spécifiques sécurité / environnement

- Installation d'un pare vague sur le rétention méthanol	61 000 €
- Réfection de la rétention de la cuvette de stockage de formurée.	170 000 €
- Mise en place système de sprinklage sur le rack de formol	57 000 €
- Renvoi des gaz en sortie du laveur en entrée du réacteur formol	50 000 €
- Mise en place d'une station d'épuration	1 000 000 €
Total projets 2016:	1 338 000 €

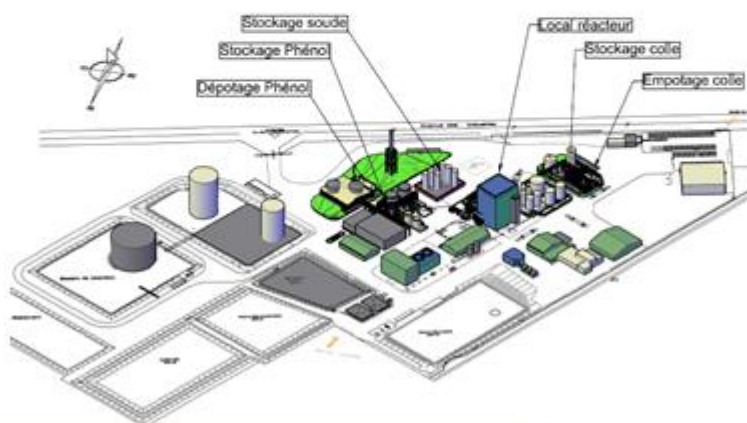
Production

- Mise en marche de réacteurs pour la fabrication de colles phénoliques	1 000 000€
---	------------

Investissements

Fabrication de colles formol phénol (prévision 10 000 T / an)

- Installation d'un poste de réception phénol, d'un bac de stockage phénol (60m3), la modification du stockage de soude (passage de soude de 25% à 50%), d'un réacteur (30m3), 2 bacs de stockage produit fini (2 x 60m3) et poste de chargement produit fini



Risques principaux du projet liés :

- au Phénol :    Produit toxique par inhalation, ingestion et contact cutané
 - + Stockage et réacteur sur rétention, eau entièrement recyclée sur le process de fabrication.
 - + Raccord sur les tuyauterie limité au strict minimum et placés dans des rétention.
 - + Formation des opérateurs,
- au Process de fabrication : Emballage de la réaction au cours de la fabrication
 - + Mise en place de systèmes permettant de contrôler l'exothermie de la réaction (bac eau glacée, ...)
 - + 2 disques de ruptures et renvoi du produit vers cuvette enterrée permettant de recevoir la totalité du réacteur.
- Pas d'accidents majeurs liés au projet de nouvelle activité de fabrication de résines phénoliques
- Les phénomènes liés au projet ne sont pas susceptibles d'entraîner par effet « domino » un nouveau phénomène ou de modifier la probabilité des phénomènes connus et concernant les installations existantes
- Le projet n'a pas de conséquence sur les zones de dangers du PPRT

Modification non substantielle (12/2014)



FORESA

LA CHIMIE A VOTRE SERVICE

Réunion annuelle du CSS

Présentation de l'activité de SIMOREP

Bassens,
le 05 avril 2016



Sommaire

- **Faits marquants 2015 :**
 - *Comptes rendu d'incidents / accidents*
 - *Exercices de Crises*
 - *Décisions dont le site à fait l'objet en 2015*
- **Actions pour la Prévention des risques en 2015**
- **Actions pour la Prévention des risques pour 2016**
- **Projets nécessitant l'information préalable des services de l'état en 2016**



Faits Marquants 2015 :

● Incidents / accidents :

- Pas d'évènement sur nos installations susceptibles de porter atteinte à l'intégrité du site ou à son voisinage (art R-512-69 requis par le règlement du CSS)

● Bilan du Système de Gestions de la sécurité :

- Il a été adressé à la Préfecture le 21/03/2016
- Il sera présenté en revue de direction en mai 2016

● Exercices de Crises :

- En juin 2016 réalisation d'un exercice de crise sur le site avec :
 - Le SDIS 33,
 - Les services Centraux du Groupe Michelin (Audits et Risques – Incendie – Com Europe)
 - Les services de la Mairie (Police Municipal – Bureau du Maire)
 - En partenariat avec l'Ecole de Guerre de l'Armée Française
- En décembre 2016 avec la préfecture et les services de protection des personnes.



Document : Présentation CSS

Author: Y. AUFFRET Service EP

Creation date : 31/03/2016

Confidentiality : D4

Conservation : AR



Actions pour la Prévention des risques en 2015

Plusieurs projets faisant l'objet d'un porté à connaissance :

● Traitement des fumées de DP002-3 en fonctionnement depuis début 2016 permet une réduction des émissions de :

- NOx : de 30 % en concentration
- SOx : de 65 % en concentration
- PM : de 40 % en concentration

8M€

● Remplacements des chaudières gaz et de la cogénération par une nouvelle chaudière gaz (DP002-4) Permettant une redondance de la chaudière charbon :

- une réduction des émissions de NOx de -33%
- un rendement de + 13%

5M€

● Projet Whitox : 500k€

Remplacements d'une huile combustible par un autre produit permettant d'améliorer la qualité de nos élastomères (qualité des pneumatiques des bus).



Document : Présentation CSS

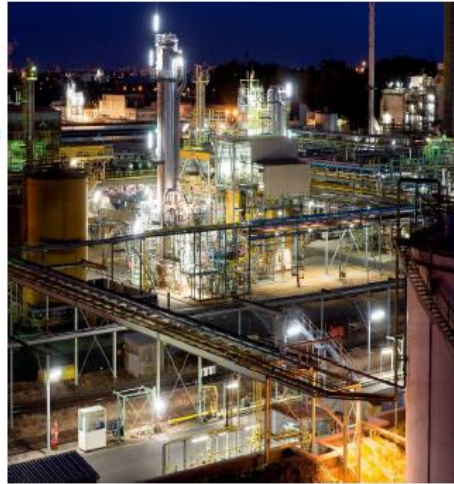
Author: Y. AUFFRET Service EP



Décisions dont le site a fait l'objet en 2015

Le site a été inspecté par la DREAL :

- **En mars 2015 sur plusieurs études de danger :**
 - Aucun écart n'a été formulé
 - 11 demandes ont été formulées
 - Une réponse a été faite en juillet 2015 avec plan d'action en cours de déploiement
- **En octobre 2015 au niveau du Service Inspection Reconnu (SIR) :**
 - Aucun écart n'a été formulé
 - 23 demandes ont été formulées
 - Une réponse a été faite début Décembre et le SIR a été reconduit pour 2016-2019
- **En décembre 2015 sur la thématique Reach/SCC :**
 - Aucun écart n'a été formulé
 - 6 demandes ont été formulées
 - Une réponse a été faite en février 2016 avec plan d'action



Document : Présentation CS8

Auteur: Y. AUFFRET Service EP

Creation date : 31/03/2016

Confidentialité : D4

Conservation : AR



Actions pour la Prévention des risques en 2015

- **Démarche PARI : le site a financé le renforcement contre le risque de surpressions (20-35mbar) des maisons présentes au sein des :** **550 k€**
 - Lotissements Pomme d'Or / Moura (50 logements)
 - Logements Parqueyre (17 logements appartenant à l'entreprise)
 - 80% des travaux ont été Réceptionnés fin 2015.



- **PM2I :**

250k€

Dans la continuité des travaux lancés en 2014 en 2015 le site continue :

- Le renforcement de cuvettes de rétention des zones de stockages des liquides inflammables,
 - L'implantation de vannes automatiques de pieds de bacs,
 - Implantation détecteurs niveaux indépendants stoppant l'alimentation des réservoirs,
- Sur une dizaine de réservoirs



Document : Présentation CS8

Auteur: Y. AUFFRET Service EP

Creation date : 31/03/2016

Confidentialité : D4

Conservation : AR

Page 6



Actions pour la Prévention des risques en 2015

- **Matériel incendie :** **140k€**
 - Achat d'un camion COBRA d'intervention pour les feux dans les locaux confinés (y compris sous-station électrique)



- **Améliorations de la sécurité sur l'unité U100 :** **708k€**
 - Suite à la mise à jour de l'étude de danger sur l'unité U100 6 projets ont été déployés



- **Améliorations de la sureté du site :** **210k€**

Document : Présentation C&S

Auteur: Y. AUFFRET Service EP

Creation date : 31/03/2016

Confidentialité : D4

Conservation : AR

Page 7



Actions pour la Prévention des risques en 2016

- **Démarche PARI : fin du projet sur 2016** **110k€**

- **PM2I : Tranche 2016** **270k€**



- Dans la continuité de 2014 et des conclusions de l'étude de danger de 2013 amélioration du réseau torche sur les zones Concentrations/ Epurations



~1000k€

- **Travaux d'amélioration de la sureté du site** **200k€**



Document : Présentation C&S

Auteur: Y. AUFFRET Service EP

Creation date : 31/03/2016

Confidentialité : D4

Conservation : AR

Page 8





Projets nécessitant l'information préalable des services de l'état en 2016

● **Projet 7xxx UB2**

(1,3 M€)

- Le porté à connaissance a été transmis début janvier 2016 à la DREAL
- Enjeux : produire un élastomère de nouvel génération plus performant et améliorant la sécurité des pneumatiques
- Démarrage prévu mai 2016



● **Projet Eau Industriel Bordeaux Métropole**

(2 M€)

- Réaliser un 2nd prétraitement de l'eau arrivant sur le site afin de pouvoir l'utiliser dans nos chaudières sans risques sécuritaires
- Installation de produits de traitement de l'eau (acide/ base)
- d'un système de floculation

● **Démarrage prévu sept 2016**



● **Projet LIP UB (zone épuration)**

(4 M€)

- Réaliser sur l'unité industrielle les mêmes installations mises en place sur U100 en 2013 / 2014
- Réalisation d'une seconde épuration du butadiène permettant une amélioration de la polymérisation des élastomères.
- Enjeux : produire des élastomères de nouvelles générations qui réduisent la résistance au roulement (la consommation d'essence)
- Démarrage prévu T1/T2 2017

Document : Présentation CS8

Author: Y. AUFFRET Service EP

Creation date : 31/03/2016

Confidentiality : D4

Conservation : AR

Page 9



Des Questions ?

Merci pour votre attention

Document Titre

Author: Name / Service

Creation date : Date

Confidentiality : D8

Conservation : AR

Page 10



CSS BASSENS- AMBARES

Bilan des inspections

5 avril 2016

Unité départementale de la
GIRONDE



PRÉFET
DE LA RÉGION
AQUITAINE-LIMOUSIN-
POITOU-CHARENTES

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

<http://www.aquitaine-limousin-poitou-charentes.developpement-durable.gouv.fr/>



CEREXAGRI

Inspection SGS du 2 juillet 2015

3 écarts :

- Traçabilité des vérifications/tests/contrôles pas assurée en permanence : **réalisé**
- Modalités de test ne sont pas totalement mises en œuvre : **réalisé**
- Actions correctives suite à contrôle de l'extinction mousse non tracées : **réalisé**

9 demandes dont :

- Prise en compte des mesures de maîtrise des risques de l'unité de fusion de soufre : **réalisé**
- Evolution des consignes de sécurité lors des opérations de chargement/déchargement : **réalisé**



CEREXAGRI

Inspection du 4 novembre 2015

1 écart :

- Rejets des eaux pluviales non conformes, dépassement récurrent des valeurs limites en soufre – **actions correctives en cours, efficacité à suivre**

13 demandes dont :

- Analyse en continu de la teneur en SO₂ : **nouvel analyseur opérationnel**
- Abaisser la limite de détection des dithiocarbamates dans l'eau de 5000 à 50 µg/l : **non réalisé**
- Étude de pollution des eaux et des sols au droit de l'usine : **pas d'impact des phyto-sanitaires dans les sols et les eaux souterraines au droit de l'usine**
- Mesure des émissions sonores : **non réalisé**

FORESA

Inspection du 11 juin 2015

(Inspection SGS-PM2I-FDS)

8 demandes dont :

- Transmettre le dimensionnement technique du pare vague de la cuvette de rétention de méthanol : **en cours de transmission**,
- Analyse des modes de défaillance du réseau incendie notamment en cas d'inondation : **remis le 15 mars 2016 dans révision EDD en cours d'examen**,
- Finaliser le plan de surveillance de toutes les MMRI de l'usine : **réalisé**,
- Finaliser la mise à jour des fiches de données de sécurité au format CLP : **réalisée**



FORESA

Inspection du 11 juin 2015

Suite des demandes :

- Recollement de la bonne application des FDS : en cours, finalisé d'ici juin 2016,
- Rechercher s'il existe un paramètre de fonctionnement, simple d'accès, corrélé au niveau d'émission atmosphérique du laveur de gaz de COV (NM) : non il n'y en a pas.

SIMOREP MICHELIN

Inspection du 30 mars 2015

(Inspection suivi et SGS)

13 demandes dont :

- Programmer les réunions d'information des voisins sur le POI, demandé par l'AP : **en cours de reprogrammation**,
- Réviser les effets dominos d'un scénario de l'EDD butadiène : **en cours**,
- Caractériser le niveau de fiabilité (et donc de vulnérabilité) de la salle de commande de l'unité nord de synthèse en cas d'accident : **réalisée**,
- Mise à jour des panneaux de signalisation de danger **en cours**, **réalisée à ce jours uniquement sur les postes de dépotages**, à suivre.



SIMOREP MICHELIN

Inspection du 30 mars 2015

Suite des demandes :

- Compléter la mise à disposition de toutes les données d'entrée nécessaire à réaliser la revue de direction : **réalisée**
- Définir les dispositions compensatoires à l'éventuel dysfonctionnement des 2 thermocouples de la torchère : **réalisée**
- (suite précédente inspection) Détailler les fonctions et composants de toutes les MMR : **en cours, partie butadiène finalisée, le reste des MMR du site d'ici juin 2016,**
- Détailler le suivi réalisé sur la soudure de fond d'un bac de stockage et sur l'étanchéité de sa cuvette : **réalisée.**



SIMOREP MICHELIN

Inspection REACH du 6/11/2015

6 demandes dont :

- Justifier que le polymère issu du styrène et du butadiène et celui issu uniquement du butadiène répondent à la définition de polymère : **réalisée**
- Justifier l'enregistrement des monomères utilisés : **réalisée**,
- Justifier que le Péconal est un intermédiaire de réaction : **réalisée**,
- Mesurer ou supprimer l'exposition des travailleurs au Péconal : **analyse en cours, conclusion en 2016**
- Limiter les risques d'exposition lors de la prise d'échantillon de Péconal : **travaux programmés en 2016, à suivre.**



DPA BASSENS

Inspection SGS du 6 mai 2015

1 écart :

- Mise en place d'une organisation permettant de respecter le délai de quinze minutes pour la mise en œuvre des moyens fixes pouvant être endommagés par l'incendie- **soldé DCI lancée depuis le site SPBA**

11 demandes dont :

- Vérification du débit du réseau incendie : **vérification avec du matériel portatif programmée en octobre 2015 dans l'attente de l'installation de débitmètre sur le réseau. A vérifier lors de la prochaine inspection**
- Rédaction de fiches d'urgence mise en œuvre avant POI: **fait à vérifier lors de la prochaine inspection**

DPA BASSENS

Inspection SGS du 6 mai 2015

11 demandes dont :

- Plan dans POI à clarifier : fait à vérifier lors de la prochaine inspection.
- Fournir le dossier de conception et dimensionnement du réseau. Dossier non retrouvé => impose la réalisation de contrôle de débit plus approfondis

DPA BASSENS

Inspection SGS du 6 mai 2015

11 demandes dont :

- Vérifier la compatibilité de l'émulseur avec l'eau de la Garonne : **attestation du fabricant de l'émulseur fournie.**
- Élaboration d'un programme complet de maintenance pour tous les moyens DCI (nature des contrôles, fréquence, personnes chargées des contrôles): **en cours.**
- Réparation de l'appontement (pieux fortement corrodés): **nécessite d'attendre la modification du réseau prévue en 2016.**



DPA BASSENS

Inspection du 9 septembre 2015

(Programme de modernisation des installations industrielles - PM2I)

1 écart :

- Formalisation des conclusions vis-à-vis des contrôles effectués sur les tuyauteries en exploitation en explicitant les critères d'acceptation

- Mise en place à travers un document non transmis.
A vérifier lors de la prochaine inspection

11 demandes dont :

- Justification de la protection effective du local émulseur contre le risque inondation (plan à l'appui) et mise à jour du POI afin d'intégrer les opérations nécessaires à la protection du local (batardeau)

- Plans transmis

- Mise à jour de la fiche n°10 du POI à vérifier



DPA BASSENS

Inspection du 9 septembre 2015

(Programme de modernisation des installations industrielles - PM2I)

11 demandes dont :

- Situation des ballons de stockage (additifs) vis-à-vis de leur soumission au PM2I
 - Analyse faite mais non transmise. A vérifier lors de la prochaine inspection.
- Programme d'inspection des réservoirs à compléter pour expliciter les dates prévisionnelles d'inspections de routine, quinquennale et décennale de chaque réservoir soumis au PM2I
 - Fait
- Critères d'exclusion retenus pour le recensement des tuyauteries soumises au PM2I
 - Réponse incomplète à approfondir



13

DPA BASSENS

Inspection du 9 septembre 2015

(Programme de modernisation des installations industrielles - PM2I)

11 demandes dont :

- Intégration dans la procédure de surveillance du contrôle de la protection cathodique des tuyauteries notamment pour les tronçons enterrés et transmission du dernier contrôle de la protection cathodique –
 - Mise à jour de la procédure à vérifier lors de la prochaine visite d'inspection
 - Rapport de contrôle transmis et plan d'action pour le renforcement de la protection présenté.
- Analyse des désordres récurrents constatés au niveau des contrôles des massifs béton et supportage des tuyauteries
 - Analyse en cours par l'exploitant. Plan d'action à suivre.



DPA BASSENS

Inspection du 9 septembre 2015

(Programme de modernisation des installations industrielles - PM2I)

11 demandes dont :

- Analyse de l'origine des résidus d'hydrocarbures constatés lors du contrôle des tuyauteries dans la tranchée « Arrivée Pipe »
 - Réponse incomplète à approfondir
- Pertinence et suffisance des opérations d'entretien des tranchées pétrolières pour prévenir la rétention d'eau et la végétation
 - Réponse incomplète à approfondir



DPA BASSENS

Inspection du 9 septembre 2015

(Programme de modernisation des installations industrielles - PM2I)

11 demandes dont :

- Intégration dans le SGS des actions nécessaires au recensement des équipements soumis au PM2I
 - Fait (les procédures de maintenance intègrent les critères de sélection et la procédure de gestion des modifications a été révisée pour permettre la prise en compte de l'impact des modifications sur le recensement des équipements soumis) – A vérifier lors de la prochaine visite d'inspection



FIN



Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

<http://www.aquitaine-limousin-poitou-charentes.developpement-durable.gouv.fr/>